

France

22/02/2023

L'économie française résiliente, selon le climat des affaires

En France, le climat des affaires s'est légèrement amélioré en février et dépeint une image d'une économie française résiliente et assez solide. Ces données laissent penser que le PIB devrait rester en territoire positif au premier trimestre.

Résilience

Le climat des affaires en France s'est légèrement amélioré en février, pour s'établir à 103 contre 102 pendant les cinq mois précédents, toujours supérieur à sa moyenne de long terme. L'amélioration vient du secteur des services et du commerce de détail, où les perspectives d'activités s'améliorent, mais aussi de l'industrie où les carnets de commandes sont indiqués en hausse. Dans le bâtiment en revanche, le climat des affaires se replie. En outre, le climat de l'emploi reste très solide. Stable à 110, l'indicateur est toujours bien supérieur à sa moyenne de long terme.

Dans l'ensemble, le climat des affaires dépeint une image d'une économie française résiliente et assez solide. Ces données laissent penser que le PIB devrait rester en territoire positif au premier trimestre.

Deux vitesses

De manière plus globale, l'ensemble des indicateurs publiés depuis le début de l'année semblent indiquer que l'économie française fonctionne probablement actuellement à deux vitesses. D'un côté, le secteur industriel se trouve dans une phase de ralentissement, malgré l'amélioration continue sur les chaînes d'approvisionnement. La demande, notamment internationale, ralenti, comme l'indique l'indice PMI de février pour l'industrie qui est redescendu en dessous de 50 en février, tombant à 47.9 contre 50.5 le mois précédent, son plus bas depuis 4 mois. La forte chute du prix de l'énergie, et notamment celle du prix du gaz qui ne représente aujourd'hui qu'environ un tiers de son prix de la mi-décembre, et l'amélioration des perspectives globales qui en découle semblent limiter le ralentissement, mais ne l'efface pas complètement.

De l'autre côté, le secteur des services montre une résilience importante et reste dynamique. Alors que, contrairement aux autres pays européens, la confiance des consommateurs français continue de chuter, les entreprises de services sont plutôt optimistes et indiquent que l'activité se redresse. L'accumulation des affaires en attentes et les anticipations de croissance les incitent à continuer d'engager des travailleurs et à prévoir des hausses de prix encore significatives. Cette résilience du secteur des services est une bonne nouvelle pour l'économie française. En effet, les services marchands représentant 57% de la valeur ajoutée française, le dynamisme l'activité dans les services peut contrebalancer le ralentissement du secteur manufacturier, qui ne représente que 9% de la valeur ajoutée totale.

L'activité devrait continuer de croître au T1

La question qui se pose désormais est de savoir si le dynamisme du secteur des services peut continuer au cours des prochains trimestres ? Les entreprises françaises semblent le penser, l'appréciation de l'activité prévue étant en forte augmentation, selon l'enquête de l'INSEE. Des risques importants demeurent néanmoins. Contrairement aux autres pays européens, le pic inflationniste n'est pas encore atteint en France, et des augmentations encore plus forte des prix de l'énergie et de l'alimentation sont encore attendues dans les prochains mois. Le choc sur le pouvoir d'achat n'est donc pas terminé et va continuer à impacter les comportements de consommation. En outre, le soutien de la politique budgétaire au pouvoir d'achat va devenir moins important dans les prochains mois. Enfin, la confiance des consommateurs français ne se redresse pas. La consommation des ménages a déjà très largement chuté en volume au quatrième trimestre et risque de rester faible dans les prochains trimestres, au-delà des effets de rattrapages. Dans le même

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

temps, le secteur de la construction reste sous pression et la hausse des taux d'intérêt risque de continuer à peser sur les dépenses d'investissements des ménages et des entreprises.

In fine, les derniers indicateurs économiques pour la France laissent penser que l'activité sera probablement plus dynamique que prévu au premier trimestre 2023 et qu'une contraction du PIB devrait être évitée. L'activité devrait même continuer de croître. Néanmoins, ils ne changent pas dramatiquement les perspectives pour les trimestres suivants, où la croissance de l'activité devrait rester assez faible.

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.